

Communiqué de presse

Publication du *Rapport mondial sur la corruption : le sport* établi par Transparency International (TI) et les affaires de la FIFA

Zurich, le 25 février 2016 - *Le Rapport mondial sur la corruption : le sport*, établi par Transparency International, (*GCR - Global Corruption Report*) a été dévoilé à l'échelle mondiale le 23 février 2016. TI Suisse accueille une conférence de presse le 25 février 2016, date choisie pour coïncider avec la réunion du Congrès extraordinaire de la FIFA à Zurich, qui s'est tenu du 24 au 26 février. L'évènement se concentre sur la façon dont les recommandations du GCR établi par TI s'appliquent au processus de réforme de la FIFA et ce qui doit être fait en Suisse afin de rester un pays d'accueil attractif pour les instances sportives internationales.

Lutter contre la corruption dans le sport est possible. Le GCR fournit un aperçu complet des causes profondes de la corruption à travers le sport et présente des recommandations basées sur des preuves formulées par d'éminents experts sur ce qui doit être fait pour nettoyer le sport. Le rapport souligne la nécessité d'une plus grande participation de toutes les parties impliquées, des supporters qui achètent les billets, aux athlètes qui sont les fournisseurs des événements de divertissement aux sponsors et diffuseurs qui financent les activités sportives en passant par les citoyens des pays et des villes qui hébergent ces grands événements.

Principales revendications de TI Suisse pour renforcer la Suisse en tant que pays d'accueil attractif pour les organisations sportives internationales :

Étant donné que les organisations sportives internationales ont été incapables de respecter des standards de transparence, de responsabilité et d'intégrité élevés, TI Suisse demande que des orientations légales soient définies pour les organisations sportives :

- Premièrement, les orientations demandées devront spécifier des standards élevés de bonne gouvernance et de supervision des instances sportives internationales ayant leur siège en Suisse. Les orientations demandées devront fournir une base de conformité à des règles ; établir des exigences institutionnelles semblables à celles des sociétés multinationales ainsi qu'une surveillance efficace.
- Deuxièmement, TI Suisse demande une révision de la législation sur les associations afin que celle-ci fasse une différence claire entre les activités à but économique et non économique. L'association a été conçue comme une structure juridique pour les activités idéales et sans but économique. Le but initial de cette forme juridique ne doit pas être perverti. Le scandale de corruption de la FIFA a montré que cette structure juridique ne convient pas lorsqu'une association développe une activité à but lucratif dans le monde entier représentant une valeur de plusieurs milliards de francs suisses.
- Troisièmement, TI Suisse demande une législation prévoyant une protection adéquate des lanceurs d'alerte. Ceux et celles faisant état de malversations dans le sport doivent être protégés.

« Je suis convaincu qu'une régulation sensée des organisations sportives combinée à une surveillance efficace et une protection adéquate des lanceurs d'alerte renforcera l'image de la Suisse en tant que pays d'accueil attractif pour les instances sportives internationales ainsi que sa réputation internationale », a déclaré Éric Martin, Président de TI Suisse.

Principales revendications de Transparency International pour restaurer la confiance du public dans le sport :

La position de TI est que les organisations sportives, des instances internationales aux clubs associatifs locaux, ont la responsabilité de leur sport, et doivent rendre des comptes à tous ceux qui sont touchés par leur sport. Les changements doivent intervenir d'abord au sein de la communauté sportive elle-même, mais les organisations sportives doivent être ouvertes aux points de vue externes, incluant des procédures formelles de collecte des suggestions et commentaires des gouvernements, des athlètes, des fans, des sponsors et de la société civile. Les principales revendications de réforme du monde du sport comprennent:

- Une surveillance indépendante de la gouvernance des instances sportives internationales et régionales.
- La séparation des activités économiques et non-économiques.
- Des critères d'admissibilité rigoureux et transparents, ainsi que la vérification indépendante, de tous les candidats aux postes impliquant un pouvoir décisionnel de haut niveau.
- Des codes de conduite/déontologie harmonisés et des commissions d'éthique indépendantes dans toutes les organisations sportives internationales/régionales, ces points étant également applicables aux associations nationales agissant en tant que membres.
- Une plus grande transparence financière dans toutes les associations sportives, la divulgation des grilles de rémunération des cadres supérieurs, des recettes et la manière dont elles sont dépensées, divulgation allant bien au-delà des exigences minimum légales des pays les hébergeant.
- Un engagement accru des participants clés dans l'administration du sport, incluant les athlètes et les groupes de supporters, ainsi que les sponsors.
- La nécessité pour tous les processus de réforme régionaux d'être en cohérence avec les processus de réforme internationaux et d'être appliqués de façon uniforme aux structures des organisations sportives nationales.
- L'implication des citoyens dans les soumissions relatives aux grands événements sportifs et la nécessité de mesures de protection officielles visant à empêcher la corruption et à prévenir les abus en matière de droits de l'homme, de droit du travail, de durabilité environnementale et sociale.
- La ratification par les États de la Convention sur la manipulation des compétitions sportives.

Principales revendications de Transparency International pour restaurer la confiance du public dans la FIFA :

Nous espérons que, le 26 février, le Congrès de la FIFA adopte à l'unanimité les modifications proposées de ses statuts. Nous appelons donc tous le président nouvellement élu à définir clairement son engagement envers les réformes nécessaires ainsi que ses priorités pour les 100 premiers jours. Ceux-ci doivent inclure au minimum :

- La création d'un comité de surveillance indépendant présidé par une personne de renommée internationale qui supervisera la mise en œuvre des réformes, incluant les critères de contrôle d'intégrité des nouveaux membres du Conseil, et la composition des nouveaux comités permanents.
- La publication du rapport Garcia traitant de l'attribution des Coupes du Monde de 2018 et 2022.
- La publication des salaires des officiels de la FIFA et des dirigeants des confédérations régionales.
- La publication d'un registre des actifs de la direction supérieure de la FIFA et des confédérations régionales afin de limiter les conflits d'intérêts et de renforcer la confiance et la responsabilité.
- La publication des nouveaux critères d'admissibilité aux élections au nouveau Conseil de la FIFA.
- La création du nouveau comité des parties prenantes qui représente le football dans son ensemble, incluant les supporters et des athlètes.
- Mesurer les progrès par rapport aux indicateurs de gouvernance existants et les communiquer au bout de 100 jours.

En dehors de la FIFA :

- Un engagement et une coordination accrus de la part et entre les sponsors et les supporters.
- La poursuite de la prise en compte des recommandations du GCR pour une nouvelle agence mondiale anti-corruption pour le sport.

Global Corruption Report Sport: http://www.transparency.org/news/feature/global_corruption_report_sport

Conférence de presse: Jeudi, le 25 février 2016, de 11-12 heures, Volkshaus, Stauffacherstrasse 60, Zürich

Contact :

Berne

Martin Hilti

Transparency International Suisse

Tél. : +41 (0)31 382 35 50